

## »» ENTREPRISES

**La croissance de la filière de l'eau passe par le développement de l'innovation et des marchés stratégiques, en France et à l'export. Pour répondre à ces enjeux, les écosystèmes régionaux, qui regroupent PME, ETI, grands groupes, universités, collectivités et financeurs, travaillent en réseau. Les pôles de compétitivité et les clusters jouent les chefs d'orchestre en multipliant les synergies.**



# Les réseaux tissent leur toile

Le secteur de l'eau en France, ce sont près de 1 100 entreprises et 100 000 salariés, pour un chiffre d'affaires de plus de 13 milliards d'euros. À l'export, le chiffre d'affaires dépasse les 8 milliards, soit environ 60 % de l'activité liée à l'eau des grands groupes du secteur (Veolia, Suez, Saur, Saint-Gobain...). Soutenant le développement économique dans les territoires depuis vingt ans, les clusters sont devenus des relais d'animation indispensables pour de nombreuses PME françaises. « Les clusters remplissent globalement cinq critères. Les PME-TPE sont toujours au cœur du système. Les entreprises s'inscrivent dans un même domaine d'activité économique, l'identité territoriale est leur liant et la coopération leur mode de fonctionnement. Enfin, un cluster n'est pas qu'un réseau d'entreprises, il asso-

cie aussi tous les acteurs qui apportent une valeur ajoutée à la filière : collectivités, organismes de financement, de la formation, de l'innovation, universités », rappelle Xavier Roy, directeur général de France Clusters.

En 2005, l'État a également lancé les pôles de compétitivité, des clusters spécialisés dans l'innovation technologique taillés pour labelliser de gros projets collaboratifs de R&D via les appels à projets du Fonds unique interministériel (FUI). « Aujourd'hui, la France compte environ 350 clusters, dont près de 65 pôles de compétitivité. Si les clusters sont très orientés "business" et les pôles plutôt marqués par le portage de l'innovation technologique, le curseur s'est un peu déplacé vers les derniers. Désormais, on dispose d'un écosystème cohérent qui travaille bien ensemble », observe Xavier Roy.

Depuis 2013, les pôles de compétitivité ont en effet dû amorcer leur transition vers le marché, se transformant d'usines à projets en usines à produits. Durant cette étape, la troisième, qui s'achèvera à la fin de l'année, les pôles ont également évolué vers l'accompagnement des entreprises en matière de développement et d'internationalisation. En parallèle, leur outil financier initial, le FUI, s'est progressivement asséché. Les projets labellisés sont maintenant soutenus par des guichets de financements plus variés (Régions, Europe, agences de l'eau, Agence française pour la biodiversité...), mais avec des enveloppes resserrées. À l'aube de l'entrée dans leur quatrième phase stratégique, les pôles doivent concevoir leurs nouvelles feuilles de route. Mais ils naviguent un peu à vue par manque d'orientation clairement annoncée par l'État. « Si l'État réoriente



**L'avis de François Chaine,**  
chargé de stratégie et de développement  
chez Chemdoc Water Technologies

## « Le pôle stimule la dynamique des PMI à l'export »

« Nous sommes une PMI de douze personnes basée à Clermont-l'Hérault (34), spécialisée dans la fabrication d'équipements membranaires de haute technologie pour la filtration, la purification et la déminéralisation de l'eau industrielle et pour le traitement de l'eau potable. Nous étions déjà adhérents du pôle Eau et de Swelia et nous avons poursuivi au sein d'Aqua-Valley. Le pôle nous a permis d'intégrer le consortium Synergie avec deux entreprises, ETE, fabricant d'équipements pour l'eau potable et chaudronnerie industrielle, et Phaesun, fabricant de systèmes solaires, pour répondre à un appel à projets de la région Occitanie en juillet 2016. Dans ce cadre, nous avons pu bénéficier d'un cofinancement de l'Europe (Feder) pour développer une offre commerciale commune. Destinée à l'export, elle inclut l'adduction et la potabilisation d'eau au fil du soleil, la dessalinisation par osmose inverse solaire et la désinfection des circuits aéroréfrigérants industriels. Sur le procédé de dessalinisation que nous portons, nous avons ciblé le Moyen-Orient et le Maroc où nous espérons signer nos premiers contrats cette année. Aller à l'international demande du temps, entre deux et trois ans, et beaucoup d'énergie. Je dirais qu'Aqua-Valley a dopé notre développement. »



© Aqua-Valley

sa politique de soutien vers des projets à envergure nationale, on peut supposer que certains pôles, trop régionalisés, devront faire évoluer leur stratégie, peut-être en se regroupant, comme le font les pôles et clusters de l'eau », analyse encore Xavier Roy.

**Les trois pôles de l'eau**, Aqua-Valley, ex-pôle Eau dans le Sud, Dream Eau & Milieux pour le Centre-Ouest et Hydreos dans le Grand-Est sont en effet des structures jeunes issues de la deuxième vague de labellisation, en 2010. Depuis deux à trois ans, leur

La collaboration entre les pôles de l'eau s'est développée, à l'image du Village de l'innovation conçu pour le dernier Carrefour des gestions locales de l'eau de Rennes.



© AERMC

**L'expérience de Patricia Mauvieux-Thomas,** directrice des politiques d'intervention de l'agence de l'eau Rhin-Meuse

**« Les collectivités n'ont pas encore l'ADN de l'innovation »**

« Sur notre bassin, le pôle Hydreos représente une interface entre les entreprises innovantes et les maîtres d'ouvrage. C'est pour soutenir la fonction de relais de l'innovation que nous avons noué un partenariat avec lui dès 2013. Nous constatons en effet que les collectivités dans le cadre de leurs marchés publics vont naturellement s'orienter vers des technologies éprouvées. Et ce malgré l'apparition de dispositifs pour faciliter l'innovation sur les territoires comme les partenariats d'innovation. Elles n'ont pas la culture du risque ; elles ont trop peur de se tromper. C'est en ce sens que l'agence de l'eau a intégré dans son dixième programme le soutien du risque en finançant les solutions innovantes mises en œuvre par les collectivités et, si ça ne leur convient pas, en finançant le retour à une solution traditionnelle. Cela paraissait convaincant sur le papier et, pourtant, l'enveloppe financière que nous avions à disposition n'a pas été consommée. Nous poursuivons donc durant le onzième programme mais cela montre à quel point l'innovation a du mal à pénétrer les territoires. Il faudra une grande force de conviction. Nos aides seront également ouvertes aux industriels qui eux, en revanche, ont besoin de l'innovation pour se développer. »

fonctionnement s'est décloisonné pour plus de synergie et de travail en réseau. « Nous sommes sortis d'une vision un peu concurrentielle », estime Jean-Loïc Carré, directeur général du pôle Aqua-Valley, plutôt axé sur la gestion concertée de la ressource et la réutilisation, qui compte 250 adhérents et totalise 125 projets labellisés, dont 64 financés pour un budget global de 126 millions d'euros.

**L'initiative récente la plus notable** est liée au regroupement des pôles et clusters de l'eau sous la bannière internationale France Water Team, une marque créée il y a trois ans par le pôle Eau, Swelia et Ea Eco-Entreprises. En 2017, elle s'est ouverte à Hydreos et Dream, puis au cluster Eau-Milieus-Sols (Île-de-France) et, cette année, à EcoOrigin (Bretagne). France Water Team fédère désormais plus de 700 entreprises françaises de l'eau. « Nous avons passé la taille critique. Cela donne à la filière une visibilité accrue à l'export et plus de facilités pour nous coordonner en termes de logistique », poursuit Jean-Loïc Carré. Tous les mois, les partenaires se réunissent pour structurer leurs interventions. « Nous menons au sein de France Water Team des actions communes dans près de quarante pays. Par exemple, en avril, Hydreos a organisé une mission en Bolivie avec rencontre du ministère de l'Environnement, des collectivités, des universités et une journée B to B. Car chaque pôle est chef de file sur un certain nombre de pays. En raison de sa proximité avec l'Allemagne, Hydreos est également le partenaire du cluster German Watership », explique Luc Bertossi, directeur du pôle Hydreos, qui compte 150 membres et a déjà labellisé 41 projets financés pour un montant de 65,7 millions d'euros plutôt orienté vers le petit cycle de l'eau et la gestion intelligente.

**Outre le regroupement à vocation internationale**, le réseau s'étoffe aussi par des synergies croissantes en régions. La fusion entre les clusters WSM, Swelia et le pôle Eau au sein d'Aqua-Valley, officialisée en

juin 2017, en est un bel exemple. « Nous travaillons déjà ensemble, mais la création d'une structure commune nous positionne avec cohérence à l'échelle de la nouvelle région Occitanie, notre plus gros financeur public », souligne Jean-Loïc Carré. L'ex-pôle Eau s'enrichit ainsi de l'expérience des clusters tournée vers les marchés et inversement. « Les entreprises adhérentes d'ex-Swelia rencontrent de nouveaux interlocuteurs, qui sont de potentiels partenaires pour élaborer de nouvelles offres communes proposées à l'export par exemple », observe Yvan Kedaj, directeur général adjoint d'Aqua-Valley et ex-délégué général du cluster Swelia, qui représentait 120 entreprises de la filière eau de la région Occitanie-Pyrénées-Méditerranée. Au final, ce rapprochement semble bénéfique pour les trois structures qui prennent de l'envergure tout en maintenant leur proximité avec leurs adhérents.

**Dans ce nouveau schéma**, le partenaire du pôle Aqua-Valley en Provence-Alpes-Côte d'Azur, le cluster Ea Eco-Entreprises, garde son indépendance mais devient sa délégation régionale en Paca. « Nous fonctionnons désormais avec deux boîtes à outils, dont l'une s'attache à la prospection d'entreprises et de projets innovants ou internationaux pour Aqua-Valley. En parallèle, nous conservons notre rôle d'animation régionale vis-à-vis de nos adhérents », souligne Valérie El Merini, directrice d'Ea Eco-Entreprises, cluster de 158 membres fondé en 1997 sur la filière eau puis élargie aux éco-activités. Ea Eco-Entreprises valorise



© Aqua-Valley



L'équipe France Water Team constituée des trois pôles de l'eau et du cluster Eco-origine qui les a rejoints en janvier dernier.

les compétences et les solutions en mettant en place des passerelles propices au développement économique et à l'innovation : eau et énergie, eau et biodiversité, eau et ville durable, eau et économie circulaire... « L'objectif, c'est d'aider nos membres à travailler ensemble, à être identifiés et à vendre leurs services aux collectivités et donneurs d'ordres privés sous forme de solutions clés en main », indique la directrice du cluster.

**Implanté dans le Val-de-Marne**, un département très imprégné par l'eau municipale, le jeune cluster Eau-Milieus-Sols s'est, lui aussi, structuré depuis sa création en 2015 autour des besoins des collectivités franciliennes. « Nous comptons actuellement 70 adhérents, un tiers issu du public et le reste venant du privé, pour lesquels nous avons déjà pointé 187 besoins ou projets. Les marchés que nous visons sont essen-

**HITEC** L'instrumentation de référence Depuis 20 ans...

**LEADER de la mesure de niveau**

Eaux pluviales, Réservoirs, Forages...

Coût, Fiabilité, Disponibilité.

Tél. : 01 69 74 10 90 - www.hitec.fr - Fax : 01 69 74 10 99



**L'expérience d'Éric Servat,**  
directeur de l'Institut montpelliérain de l'eau  
et de l'environnement (IM2E)

## « La communauté scientifique de l'eau occitane s'inscrit dans le réseau »

« En 2015, l'Institut montpelliérain de l'eau et de l'environnement (IM2E) s'est créé par rassemblement de quatorze laboratoires issus des grands organismes de recherche français (BRGM, CNRS, IRD, Inra, Irstea) et de l'université. Notre groupement d'intérêt scientifique, qui réunit près de 400 chercheurs et 150 doctorants, représente la plus importante communauté scientifique sur l'eau en France, hors Île-de-France. Cette structuration est particulièrement fructueuse car elle nous a conféré un caractère plus ouvert aux interactions avec les entreprises. Avec le pôle Aqua-Valley dont je suis vice-président, nous entretenons des relations de proximité renforcées par notre nouvelle visibilité. Nous menons ensemble le projet HydroPolis financé par un contrat de plan État-Région. Cela va nous permettre de construire des locaux communs pour abriter les deux plus gros laboratoires de l'IM2E, le master en sciences de l'eau de l'université de Montpellier ainsi que des entreprises invitées en résidence sur des projets de R & D collaboratifs. Au final, entre la création du pôle Aqua-Valley et celle de l'IM2E, la structuration de la filière eau en Occitanie a nettement progressé. »

tiellement publics puisqu'ils concentrent près de 70 % du marché de l'eau », précise Laurent Dechesne, directeur du cluster val-de-marnais qui a déjà monté une quinzaine de projets rentrés en application en 2017 avec des enveloppes de financement ne dépassant pas 50 000 euros. « Nous allons notamment tester cet été, avec un de nos adhérents et deux ou trois collectivités, un prototype de brumisateur branché sur une bouche d'incendie pour lutter contre les îlots de chaleur urbains. Mais plus globalement, nous entendons bien profiter du potentiel économique du Grand Paris pour identifier des marchés locaux et des innovations impliquant des approches multifonctionnelles eau-sols-milieux dans les opérations d'aménagement », poursuit Laurent Dechesne. Et le cluster s'est très bien intégré dans son écosystème. Il a déjà rejoint France Water Team et adhère au pôle Dream et réciproquement. « Mais nous échangeons aussi avec les autres pôles. Par exemple, si une entreprise adhérente à Hydreos cherche à s'implanter en Île-de-France, nous pouvons l'aider à créer sa filiale ; inversement, si des projets d'Hydreos peuvent intéresser nos entreprises, nous les poussons à collaborer. »

Réunis sous la bannière France Water Team, les pôles et clusters de l'eau s'exposent à l'international (ici, au salon IWS 2018 d'Abu Dhabi où trois entreprises étaient regroupées).



Eco-Origin, cluster breton de 120 adhérents fondé il y a dix ans sur la transition énergétique et écologique, est le dernier des trois clusters à avoir rallié France Water Team en janvier 2018 lors du Carrefour de l'eau à Rennes. « Il est un peu tôt pour dresser un bilan, mais nous sommes en lien avec Dream depuis plusieurs années. Nous nous situons en amont des projets collaboratifs des pôles. Nous les faisons émerger et leur passons le relai, observe Béatrice Feltmann, directrice d'Eco-origin. L'un des grands atouts de nos lieux pour les entreprises, c'est une possibilité de rencontre dans un champ non commercial, un espace d'interconnaissance privilégié grâce auquel, par exemple, des petites PME Rennaises peuvent discuter avec des universitaires de Brest. » Le cluster breton a également réalisé un travail durant trois ans avec l'agence de développement pour créer un annuaire des entreprises de l'eau. « Il manquait une vision du marché en Bretagne. Nous avons ainsi listé les 200 entreprises par secteur d'activité. »

Situé en région Centre-Val-de-Loire, le pôle Dream travaille du bassin Loire-Bretagne jusqu'au sud du bassin Seine-Normandie. Depuis sa labellisation en 2010, il a financé 80 projets pour 82 millions d'euros dans trois domaines : métrologie environ-



© Aqua-Valley

nementale, ingénierie écologique et environnementale et traitements alternatifs de l'eau et des milieux associés. Dream a déjà jeté des ponts vers ses voisins, le Pôle environnement Limousin, les clusters Eau-Milieux-Sols et Eco-Origin. Il œuvre aujourd'hui de façon étroite avec les deux autres pôles de l'eau à l'international et sur les questions logistiques. Un stand de 200 m<sup>2</sup> commun aux trois pôles, rejoint par Eco-origin, a ainsi été monté aux derniers Carrefours des gestions locales de l'eau : le Village de l'innovation, qui a enregistré un beau succès en termes de visiteurs. « D'une part, la dimension collaborative s'est développée au sein du réseau des pôles de l'eau. D'autre part, la coopération régionale s'est aussi structurée, avec des pôles actifs comme Elastopole ou Vegepolys avec lesquels nous collaborons sur des thèmes transversaux qui touchent tous nos adhérents, de la propriété intellectuelle aux guichets de financement européens. En outre, nous constatons des liens plus serrés avec la politique d'innovation de la région Centre-Val-de-Loire avec laquelle nous partageons des priorités, comme la métrologie environnementale. Nous devons donc régler notre curseur pour répondre aux attentes de nos deux financeurs publics principaux, la Région et l'État, qui signeront d'ailleurs notre prochaine feuille de route », estime Francis Bertrand, directeur du pôle Dream. Le pôle a par ailleurs entamé une réflexion sur des sujets qui montent dans ses domaines d'activité, comme le big data

Tous les mois, les partenaires de FWT se réunissent pour structurer leurs interventions.

environnemental, l'eau et l'agriculture, les biocapteurs, l'eau et la biodiversité, la réutilisation de l'eau. « Nous allons probablement introduire deux ou trois nouveaux sujets qui feront écho à l'échelle régionale », annonce son directeur.

En préparation de la phase 4, dont l'appel à projets est prévu d'ici à la fin de ce printemps, les trois pôles de l'eau ont également entrepris de coordonner leurs prochaines feuilles de route, en intégrant des sujets communs à vocation nationale et des sujets plus spécifiques liés à leurs écosystèmes régionaux. « En nous dotant d'une feuille de route commune, nous anticipons. Nous parlerons d'une seule voix à l'État s'il concentre son soutien sur des projets à vocation nationale, tout en conservant nos dimensions régionales », affirme Jean-Loïc Carré, directeur général du pôle Aqua-Valley.

Avec des positions d'acrobates entre l'échelle nationale et locale, les futures stratégies des pôles de compétitivité se redessinent donc. Ils pourraient aussi s'inspirer des orientations nationales développées par l'étude prospective menée dans le cadre du Pipame (Pôle ministériel de prospective et d'anticipation des mutations économiques) et pilotée par la Filière française de l'eau. Cette association porte depuis avril 2017 les intérêts de ses acteurs auprès des pouvoirs publics après la disparition du Comité stratégique (Cosei) « eau et assainissement ». En février dernier, une nouvelle liste de dix filières industrielles stratégiques a été arrêtée par le Conseil national de l'industrie (CNI), excluant les éco-industries pour cause de champ jugé trop vaste. Mais l'eau fait partie d'une nouvelle liste de filières dont certaines devaient être retenues en mai. Reste aux acteurs de l'eau à choisir de se placer ou non. « La décision sera collégiale. Mais, intégrer des filières industrielles stratégiques nous conférerait une visibilité que nous n'avons pas jusqu'à présent », estime de concert les directeurs des pôles Dream et Hydreos. Et donnerait une dimension supplémentaire aux réseaux de l'eau.

Alexandra Delmolino